

►
Claude Wirion
apporte son
éclairage sur la
lettre circulaire
en vigueur à
partir du mois
de mai



Photos: François Aussems

Nouvelle donne

Les dispositions de la lettre circulaire 15/3 entreront en vigueur en mai

L'environnement réglementaire pèse toujours plus pour les gestionnaires du secteur de l'assurance. Ce verrouillage juridique protège les preneurs.

La table ronde sur l'intermédiation internationale, organisée par le courtier Farad international, a donné la parole à Claude Wirion, directeur du Commissariat aux assurances. Ce dernier a présenté à la tribune les nouvelles règles d'investissement pour les contrats en uni-

tés de compte. Ce sujet, aussi essentiel que complexe, sur le marché de l'assurance a mis en exergue, en premier lieu, l'augmentation des provisions des contrats dédiés. En fait, de 2004 à 2013, celles-ci ont quasiment sextuplé. Pour preuve, en 2013, les provisions s'élevaient à plus de 65 milliards d'euros. Les primes, quant à elles, «ont par ailleurs suivi cette tendance haussière malgré une baisse depuis 2011», commente le directeur précité.

Le cadre réglementaire a été régulièrement modifié dans le secteur des assurances au cours des dernières années. Les nouveautés de la lettre circulaire dite 15/3 sont pléthoriques. Tout d'abord, on assiste à une actualisation des définitions. A titre d'exemple, les fonds alternatifs à garanties renforcées ont connu une extension du

champ d'application à tous les fonds de la zone dénommée A ou gérés par un gestionnaire régit par la directive AIFM. Pour les émetteurs de la zone A, il y a extension aux nouveaux centres financiers importants. Plus encore, la notion de contrat dédié apporte une exigence du gestionnaire unique. Enfin, à propos de la notion de fortune mobilière, la valeur des instruments financiers, dépôts bancaires et contrats d'assurance ou de capitalisation est à considérer nette des dettes de toute nature.

Prise en compte des leçons du passé

Autre changement de taille, la modification des règles de classement des clients. On assiste à un abaissement des seuils d'investissement pour les catégories A et D.

D'autre part, les critères «primes» et «fortune» sont maintenus mais il est à noter la possibilité d'écarter le critère basé sur les primes. Enfin, la suppression du lien entre la catégorie et l'évolution du contrat devient effective avec cette lettre circulaire.

La création du fonds d'assurance spécialisé constitue de même un nouveau volet. Il y a lieu de constater la transformation de certaines décisions d'investissements indirects en investissements directs. Autre changement de taille, les investissements en lignes directes sont sans condition de prime ou de fortune et le choix direct des actifs est à faire par le preneur d'assurance. Enfin, il est à noter l'absence de gestion par un tiers et l'absence de dépositaire unique ainsi qu'une définition des seuils d'investissement en fonction de la catégorie du client.

En ce qui concerne les leçons du passé, deux points importants sont à prendre en compte. Tout d'abord, les informations sur le risque de contrepartie pour les produits structurés à utilisation relevée et, en second lieu, la catégorie des produits structurés à utilisation relevée réservée aux produits non remboursables avant l'échéance ou remboursables à un prix au moins égal à celui garanti à l'échéance.

Pour ce qui est de l'entrée en vigueur de ces dispositions, l'application est obligatoire aux contrats émis à partir du 1^{er} mai prochain. En marge, l'application facultative aux contrats émis avant cette date doit se faire par le biais d'avenants et de modifications ainsi que, le cas échéant, de la grille d'investissement. Pour conclure, l'application aux fonds internes créés avant le 1^{er} mai de cette année n'est pas possible.

Sans transition, et suite à cet «inventaire à la Prévert», Carine

Feipel, avocate à la cour et administrateur indépendant, rappelle combien il est important de soigner les relations contractuelles au sein du secteur de l'assurance car la législation du lieu de résidence du preneur est applicable. Il est essentiel, selon ses dires, «de bien connaître le contexte juridique local».

CHRISTOPHE COLPO

ACTEUR ASSURE

Fondée en 2001, Farad International est une société luxembourgeoise indépendante en courtage d'assurance.

C'est à cette date que le Commissariat aux assurances a agréé l'entreprise en tant que courtier en assurance sur le sol national. En 2006, la FINMA (autorité suisse de surveillance des marchés financiers) a délivré un agrément analogue pour son territoire.

Depuis janvier 2013, Farad est également implantée en Italie avec un bureau permanent à Milan.

Elle devient le premier courtier d'assurance étranger qui obtient l'autorisation de l'ISVAP (un institut de surveillance italien des assurances) à travailler en libre prestation de services avec le pays de la «dolce vita».

Farad International SA est par ailleurs le premier fournisseur de solutions en «private life insurance» dans le domaine de la gestion du patrimoine privé. Il est à noter que, depuis 2006, Farad, fait partie de l'ASVIMA (l'association italienne pour le développement du marché assurantiel).

En conclusion, information de taille, l'actionnariat de ce courtier est composé de ses managers.



Le programme de l'évènement a convaincu nombre de participants